

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction
départementale
de la protection des
populations

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service
prévention des risques
environnementaux
N°IC 2003/3253
LA

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le Code du Travail et notamment le livre II
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié les 30 mai et 1er août 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1°, 2170-2., 2780-2 b) de la nomenclature ;
- VU l'arrêté ministériel du 12 juillet 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à déclaration sous la rubrique n° 2780 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 3 mai 1982 modifié le 27 novembre 2003 au titre de l'installation classée « EARL DU ROCHER » l'autorisant à exploiter sur le site « Le Bothoa » en SAINT NICOLAS DU PELEM, un élevage avicole de 20400 animaux équivalents (poules pondeuses) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 mars 1988, modifié le 26 novembre 2002, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « EARL LE MEHAUTE-LOTOUT autorisant

l'exploitation en CANIHUEL au lieu-dit « La Ville Blanche » d'un élevage avicole de 60000 animaux équivalents (soit 30000 poulettes et 30000 poules pondeuses);

- VU le récépissé de déclaration du 15 novembre 1991, au titre de l'installation classée « LE FLOHIC Henri » relatif à l'exploitation sur le site de « Penker » en CANIHUEL d'un élevage avicole de 20000 animaux équivalents (poulets de chair) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 31 mars 2004 au titre de l'installation classée « RAULT Jean » l'autorisant à exploiter sur le site de Parc Barès en SAINTE TREPHINE , un élevage avicole de 55500 animaux équivalents (18500 dindes de chair) ;
- VU l'accusé réception délivré le 5 janvier 2005 au titre de l'installation classée « EARL PRESSE » pour la reprise d'un élevage avicole autorisé au nom de RAULT Jean pour 55000 animaux équivalents (18500 dindes de chair) ;
- VU l'accusé réception délivré le 5 novembre 2009 au titre de l'EARL LE MEHAUTE-LOTOUT , pour la reprise de l'élevage avicole déclaré le 15 novembre 1991 au nom de LE FLOHIC Henri,
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 février 2012 portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU la demande présentée le 5 mai 2011 par l'installation classée « E.A.R.L. LE MEHAUTE-LOTOUT », sise « La Ville Blanche » en CANIHUEL, en vue de la restructuration interne et externe d'un élevage avicole autorisé avec augmentation des effectifs de l'atelier poules pondeuses (après reprise de 4 exploitations, dont l'élevage bovin soumis au règlement sanitaire départemental (1509 UN) exploité par L'EARL DU PRE GESLIN à PORDIC) avec rapatriement sur le site de la Ville Blanche) soit un cheptel de 105000 animaux équivalents, (30 000 poulettes démarrées et 75 000 poules pondeuses) , la construction d'un nouveau poulailler, le réaménagement du poulailler existant en centre de conditionnement pour une partie, en stockage des fientes déshydratées pour l'autre partie, maintien et extension de l'unité de fabrication d'engrais organiques au lieu-dit «La Ville Blanche» en CANIHUEL (section Z0 n°76),
- VU l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2011, portant ouverture d'une enquête publique sur la demande présentée par l'éleveur le 5 mai 2011 ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de CANIHUEL (19 décembre 2011), CORLAY (22 novembre 2011), LE HAUT CORLAY (12 décembre 2011), PLUSSULIEN (28 novembre 2011), SAINT GILLES PLIGEAUX (15 novembre 2011) , SAINT IGEAUX (24 novembre 2011), SAINT NICOLAS DU PELEM (28 novembre 2011) ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 16 février 2012 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 2 mars 2012 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du BLAVET;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de SAINT NICOLAS DU PELEM, dont le seuil d'obligation de traitement est de 17500 UN et le plafond d'épandage 105 ha ;

CONSIDERANT que les installations sont dûment autorisées ou déclarées au titre des installations classées;

CONSIDERANT que les reprises des installations ont été autorisées par le contrôle des structures ;

CONSIDERANT que la construction sera réalisée à plus de 100 m des habitation des tiers;

CONSIDERANT que les mesures mises en place pour limiter, supprimer ou réduire l'impact de l'installation sont suffisantes ;

CONSIDERANT que des prescriptions complémentaires seront incluses au projet d'arrêté suite au contrôle d'instruction réalisé sur site le 25/01/2012 ;

CONSIDERANT que le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet;

CONSIDERANT que les communes consultées ont émis un avis favorable ;

CONSIDERANT que la DDTM a émis un avis favorable;

CONSIDERANT que le pétitionnaire respecte ses obligations de résorption;

CONSIDERANT que ce projet va permettre à l'installation d'être aux normes bien être ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a mis en place les meilleures techniques disponibles (MTD) techniquement et économiquement réalisables ;

CONSIDERANT que depuis le dépôt du dossier M.Stéphane et Mme Nadine LE MEHAUTE, gérants de l'exploitation EARL LE MEHAUTE-LOTOUT ont fait connaître le changement d'appellation en « EARL DE LA VILLE BLANCHE » de l'exploitation,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1 -

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « **E.A.R.L.DE LA VILLE BLANCHE** », sise en CANIHUEL au lieu-dit « La Ville Blanche » autorisée à exploiter à cette même adresse (section ZO n° 76), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 105000 animaux-équivalents en présence simultanée répartis comme suit : 30000 poulettes (oeufs de consommation) et 75000 poules pondeuses,

* sous réserve que la rotation des productions sur le poulailler, permette de limiter la production d'azote à 4980 kg par an pour les poulettes et 30075 kg par an pour les poules pondeuses .

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009, modifié ainsi que les prescriptions définies ci-après.

Il est donné acte à l'EARL DE LA VILLE BLANCHE de sa déclaration par laquelle elle fait connaître qu'elle va exploiter également à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 937 tonnes par an (112 T de compost de fumier de poulette et 825 T de fientes sèches de poules pondeuses).

Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et supports de culture, l'éleveur devra respecter les prescriptions complémentaires édictées à l'article 3 ci-après.

ARTICLE 2- PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES BATIMENTS D'ELEVAGE (POULAILLERS ET ANNEXES).

L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application des dispositions du Code de l'Environnement susvisé.

2.1. Aménagement et exploitation des bâtiments :

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 3 965 m².

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.6. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- les écrans de végétation existants autour de l'installation seront maintenus ;
- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les matériaux employés pour la construction et la rénovation du(des) bâtiment(s) devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre et notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les

agents d'extinction doivent être appropriés aux dangers à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

En cas d'exploitation par andains, l'exploitant doit disposer d'une aire réservée laissée disponible, de superficie au moins égale à 2 fois la surface d'un andain, et d'un engin approprié permettant d'étaler un tas en feu.

De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue des élevages.

2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5. - Installer à 300 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

2.2.6. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 3 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et dont la force portante est calculée pour un véhicules de 160 kilonewtons.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET SUPPORTS DE CULTURES.

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour :

- la mise en oeuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (compostage) sur une plate-forme de compostage en annexe de son installation ;
- la mise en oeuvre d'un procédé de traitement par pré séchage et maturation des fientes dans un hangar de stockage, l'ensemble étant situé en annexe de son installation.

3.1 - Procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (compostage)

3.1.1. - Au sens du présent arrêté, une installation de compostage est une installation qui, à partir d'un procédé biologique aérobie contrôlé, permet la stabilisation par dégradation et réorganisation de la matière organique avec obtention d'un compost destiné à être mis sur le marché ou utilisé comme matière fertilisante ou support de culture ou comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture.

3.1.2. - Le produit obtenu répondra aux critères imposés par la norme NFU-42 001.

3.1.3. - Pour la mise en oeuvre du procédé de fabrication, l'exploitant disposera d'une plate forme étanche d'une surface de 340 m2 offrant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois. Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

3.1.4. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

3.1.5. - Toutes les dispositions nécessaires seront prises pour récupérer les liquides d'égouttage qui seront, soit dirigés vers les installations de stockage, soit récupérés dans l'installation pour l'humidification des andains. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

3.1.6. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3.1.7. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées .

3.1.8. - La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à un an.

3.1.9. - La fabrique d'engrais et de supports de cultures pour le compostage des fumiers de poulette est déjà en fonctionnement et sera maintenu en activité.

3.1.10. - Contrôle et suivi du compostage.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.1.11. - Le process doit respecter un minimum de deux retournements ou une aération forcée et l'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50 °C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer au moins les relevés suivants : (J correspondant au jour de chaque retournement.)

- 1ère mesure à J + 2 jours
- 2ième mesure à J + 5 jours
- 3ième mesure à J + 12 jours

Ces opérations sont renouvelées à chaque retournement.

3.1.12. - L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :

- la quantité de matières premières entrantes en compostage par catégorie,
- l'origine des matières premières (nature et origine des déjections - origine des déchets verts, le cas échéant),
- les dates d'entrée en compostage (correspondant au 1er retournement),
- les quantités d'eau apportée et les dates d'apport,
- les mesures de température (date des mesures et relevés de température),
- les dates des retournements ultérieurs,
- la date de l'entrée en maturation,
- le bilan matière dans la mesure où le procédé démontrant un abattement d'azote sur le fertilisant à épandre.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

3.1.13. Ces documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.2 - Procédé de traitement par pré séchage et maturation des fientes

3.2.1 - Installation.

3.2.1.1 - L'installation permettra de transformer les fientes issues de l'élevage en un engrais organique qui devra répondre à la norme NFU 42 001.

3.2.1.2. - Les moyens mis en oeuvre sont des gaines de séchage dans les poulaillers, un hangar de dessiccation et de stockage des produits normalisés de 615 m².

3.2.1.3. - Pour la mise en oeuvre du procédé de fabrication, l'exploitant dispose d'une plate forme étanche couverte (hangar) suffisamment dimensionnée et permettant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois. Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

3.2.1.4. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

3.2.1.5. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3.2.1.6. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées.

3.2.1.7. - La durée d'entreposage sur le site des fientes sera inférieure à un an.

3.2.1.8. - La fabrique d'engrais et de supports de cultures devra être fonctionnelle dès la mise en place des animaux dans les bâtiments.

3.2.2. - Contrôle et suivi de fabrication.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.2.2.1. L'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50 °C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit disposer d'une sonde de température.

3.2.2.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi de fabrication sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant :

- Les quantités de fientes traitées,
- Les relevés de température,
- Les anomalies de procédé relevées ainsi que les mesures palliatives mises en place,
- Les résultats d'analyses physico-chimiques réalisées.

3.2.2.3. Les documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.3 *Anomalie de process – Modification de process*

3.3.1. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.3.2. Toute modification du procédé de fabrication doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.3.3. Pour les effluents qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

3.4 *Utilisation de l'engrais organique et du compost.*

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les engrais organiques doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants:

- Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P₂O₅, K₂O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

&

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-8.

3.5. Gestion des flux - Traçabilité.

Une convention est établie avec une société prestataire de service, qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 21-70 pour :

- 112 tonnes de d'engrais organique par an soit 3 486 unités d'azote ;
- 825 tonnes de d'engrais organique par an soit 30 075 unités d'azote.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m3,
- le nom du transporteur,
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

ARTICLE 4 – MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES (MTD)

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 5 : PRESCRIPTION PARTICULIERE CONCERNANT LA REMISE EN ETAT DU SITE

L'arrêt de l'atelier avicole sur le site de CANIHUEL au lieu dit « Penker » (section ZY Parcelle n°33) comprenant un poulailler de 1000 m2 (20 000 AE poulets) sera effectif dès que le projet de reprise totale sera réalisée sur le site "La Ville Blanche" en CANIHUEL.

Le bâtiment sera ensuite désaffectés dans un délai maximal de trois mois après l'arrêt de l'exploitation.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;

- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

ARTICLE 6 – INSERTION PAYSAGERE

Les écrans de verdure existants et permettant de limiter l'impact visuel de l'installation seront maintenus aux abords des bâtiments d'élevage et des annexes.

ARTICLE 7 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX PUITTS ET FORAGES EXISTANTS -

Le forage existant sur la parcelle n°72 devra répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié fixant les dispositions applicables aux puits et forages et notamment :

- un prélèvement d'eau provenant de cet ou ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- la protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, concernant les buses et margelles (dalle de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage ; la tête de forage est fermée par un regard muni d'un couvercle s'élevant au moins de 0.50 m au dessus du terrain naturel) ;

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;

- l'installation sera munie d'un dispositif de comptage ;

- une surface de l'ordre de 5 m x 5 m sera neutralisée de toutes activités ou stockages et exempté de toutes sources de pollution.

- le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires, ...) ;

- l'interconnexion avec le réseau public est interdite ;

- l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8 - INCIDENTS OU ACCIDENTS

Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9 - RETENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts; la capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

ARTICLE 10 - RESORPTION

Compostage :1 494 UN

Transfert : 33 561 UN

ARTICLE 11 -

Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale susvisée du 8 mars 1988 et la décision susvisée du 21 novembre 2002 ainsi que celles des :

-3 mai 1982 modifiée le 27 novembre 2003 au nom de l'EARL DU ROCHER

-15 novembre 1991 au nom de LE FLOHIC Henri (repris par EARL LE MEHAUTE-LOTOUT)

et 31 mars 2004 au nom de RAULT Jean (repris par EARL PRESSE)

ARTICLE 12 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 13 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 14 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de CANIHUEL pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de CANIHUEL pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 15 -

« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — *par les tiers*, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, *le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service* ;

« — *par les demandeurs ou exploitants*, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

ARTICLE 16 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Sous-Préfet de GUINGAMP, le Maire de CANIHUEL, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, au(x) maire(s) de CORLAY, LE HAUT CORLAY, PLUSSULIEN, SAINT GILLES PLIGEAUX, SAINT IGEAUX, SAINT NICOLAS DU PELEM.

SAINT-BRIEUC, le '12 MARS 2012

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,
Philippe de Gestas-Lespéroux

